

mercredi, 08 octobre 2014 02:49

La Turquie se prépare à occuper le nord de la Syrie

IRIB-Dans un discours prononcé lors d'une conférence économique à Istanbul, suite à son retour de New York, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a révélé certains aspects du plan envisagé par les autorités turques à l'égard de la Syrie et de l'Irak. Les propos d'Erdogan peuvent expliciter l'ambiguïté qui couvre la situation du front dans le nord de la Syrie, notamment dans la région à majorité Kurde, et ce dans le contexte des frappes aériennes menées sur le territoire syrien.

Le président turc a indiqué qu'il fallait aborder les événements de la Syrie, non seulement d'un point de vue anti-terrorisme, mais aussi d'un point de vue hostile au régime syrien.

Il a précisé que la Turquie ne sera pas exclue de toute coalition, si cette dernière visait la Syrie et l'Irak.



Il a appelé à établir «une zone sécurisée» à la frontière avec la Syrie et l'Irak, ainsi qu'une zone d'exclusion aérienne, et à mener une guerre terrestre. Il a critiqué la décision de l'Allemagne de fournir les armes aux Peshmergas, par crainte de l'arrivée de ces armes aux organisations «terroristes», comme le PKK, selon la classification turque. Il a même ajouté que la guerre ne doit pas être dirigée seulement contre «Daech», mais doit viser aussi le PKK.

Les idées évoquées par Erdogan constituent l'essence de l'attitude de ce pays à l'heure actuelle : L'ennemi principal de la Turquie est le régime syrien et le PKK.

Il est évident qu'Erdogan s'oppose à l'équipement de l'armée irakienne, en raison de «la majorité chiite» au sein de cette armée, comme avait dit son ministre des Affaires étrangères.

Et le voilà qui s'oppose, ces jours-ci, à l'équipement des Peshmergas en armes, par crainte de voir ces armes aux mains du PKK. Ceci signifie qu'Erdogan refuse de participer à la coalition internationale contre le terrorisme. Pourtant, il propose à cette coalition d'avoir le régime syrien et le PKK comme principaux objectifs.

Les faits en Turquie sont encore confus quant aux prochaines démarches. Ce pays propose la mise en place d'une zone sécurisée. En d'autres termes, d'une zone tampon et ce dans le but de contenir les réfugiés. Théoriquement. Mais cette mesure a effectivement le but de contrôler la frontière avec la Syrie et d'empêcher la réalisation de deux objectifs : en premier lieu, permettre l'invasion des zones turques en Syrie par les combattants du parti de l'Union démocratique. D'ailleurs, Ankara avait traduit cette intention dans le soutien logistique qu'elle avait assurée à l'organisation «Daech» pour contrôler Ain-Arab (Kobani). En second lieu, imposer une zone d'exclusion aérienne afin d'empêcher les chasseurs syriens de pilonner les bases de l'opposition syrienne. Et par la suite, transformer la zone en question en une région totalement «libérée». Mais effectivement, la soumettre à l'occupation turque directe ou indirecte.

Cependant, il semble que les plans turcs d'installer une zone tampon, ne soient pas admis par l'occident. Et évidemment, ces plans sont catégoriquement refusés par la Syrie et les Kurdes.

Le chef d'état-major des forces américaines, Martin Dempsey, avait déclaré que la zone tampon ne fait pas partie du plan d'action de la coalition internationale, dans un premier indice sur le refus américain.

Devant ces obstacles qui entravent les plans turcs, Ankara tente d'imposer des mutations qui lui permettent de remporter quelque triomphe au lieu du knockout.

D'ailleurs, l'éditorialiste Abdel Kader Silvi, proche du parti «Justice et Développement», exprime la position du pouvoir turc à ce propos.

Ce journaliste estime que la Turquie ne prendra part à aucune campagne aérienne ou terrestre aux côtés de la coalition internationale contre «Daech». Elle œuvre plutôt pour convaincre les Etats-Unis d'établir une zone tampon. Mais puisque Washington est peu enthousiaste à une telle mesure, la Turquie tente d'établir cette zone à sa manière, par le recours à l'armée de l'air turque et aux forces terrestres.

Le journaliste précise que la Turquie prépare neuf mille soldats pour cette fin. Des forces qui démineront la zone tampon, expulseront les miliciens et y installeront des barrages et des postes de contrôle.

Silvi estime qu'en cas de la réussite des plans turcs, ce pays transportera les réfugiés syriens dans la zone tampon et en finira avec leurs problèmes sur son territoire. En plus, la Turquie entrainera l'opposition syrienne pour combattre «Daech».

Dans ce même contexte, on s'attend à ce que le gouvernement turc demande au Parlement de lui autoriser l'envoi de ses forces hors du territoire, en Syrie et en Irak, ainsi que d'autres mesures militaires qu'exigerait la situation sur le terrain.

Selon le journaliste turc, les dispositions turques seront prises à l'écart de la coalition internationale et constitueront un nouveau message aux Américains : Avant que les Sunnites de l'Irak ne prennent leurs droits et avant le renversement du régime en Syrie, il ne serait pas possible d'éradiquer le terrorisme.

Une question est enfin posée. La Turquie participera-t-elle à la guerre à sa manière ?

Le journaliste Oral Tchalchalar estime dans un article publié par le quotidien «Radical», que les développements dans le village Kobani, entre les Kurdes et Daech, provoquent la discussion autour de cette éventualité. Mais selon lui, la décision n'est pas facile à prendre. «Lorsqu'un pays envoie des forces hors du territoire, notamment dans une zone de conflit, ceci signifie de se jeter dans ce conflit. Plus tard, on ne peut prévoir l'évolution des faits. L'occident exerce des pressions sur la Turquie, mais n'essaye pas de comprendre ce qui se déroule sur le terrain. Il se contente de corriger les peuples. Et la Turquie ne peut se permettre d'observer passivement. Mais si elle plonge dans la guerre, elle ne pourra pas en sortir facilement. Les Etats-Unis peuvent s'ingérer dans le conflit et puis sortir facilement, au moment où les circonstances sont différentes en Turquie, voisine de l'Irak et de la Syrie», a-t-il écrit

Les médias proches du parti «Justice et Développement» avaient indiqué à plusieurs reprises que la coalition internationale contre Daech, était un piège tendu à la Turquie. Mais voici la Turquie en train d'avancer consciemment vers le borborygme, qui éclaboussera de sa boue les murs de la nouvelle Constantinople, dès que les Turcs y mettront les pieds.

Al Ahed